

Et ce sans compter que de nombreuses actions qu'ils devaient posées ne ce sont jamais manifestés.

Nous comptions sur eux pour élaborer une définition de tâches pour les pressiers et fileurs.

Nous attendions une feuille pour mettre sur la pile, qui indiquerait si cette pile était partagée.

Nous croyions qu'un système serait mis en place pour s'assurer que toutes les « jobs » soient prêtent avant d'être embarquées sur les presses.

Nous déplorons notamment l'absence de cédule de production pour les « shaker », et ce sans compter leurs nombres insuffisant.

Nous comptions sur la présence du facilitateur en début de quart de travail pour qu'il puisse guider les marge urs, afin de seconder l'unique margeur des « blanker ».

Dans le cadre d'un projet pilote, nous estimions nécessaires de ne pas arrêter le continu, et ce en remplaçant les personnes absentes, l'objectif étant de « débbuger » le projet et non de vouloir produire coûte que coûte.

Nous pensions que le patron aurait mis ses culottes, lorsque le continu s'arrêterait pour des motifs qui semblent sans motifs valables, rarement il

n'a été voir les personnes concernées, toujours il a laissé plané le doute sur la responsabilité du travailleur.

Comme nous le disions, l'objectif du test était de « débbuger » si il ne sait pas pourquoi le continu est arrêté, il ne pourra corriger les lacunes.

C'est pour ces raisons, et d'autres, que l'exécutif a demandé au patron de **suspendre** le projet de travail en continu.

Même si nous croyons que cette nouvelle méthode de travail soit bénéfique, nous nous questionnons sur leurs implications et leurs vœux à résoudre les problèmes.

Bien que ce procédé créera plusieurs emplois, si nous ne sommes pas plus productifs, il ne sert à rien d'hypothéquer l'ensemble des travailleurs.

Nous rencontrerons l'employeur dans les prochaines semaines et nous espérons qu'il corrigera le tir.

Par la suite, si nous estimons que les erreurs sont suffisamment corrigées, nous entamerons une nouvelle période d'essai, d'une durée de trois mois.

Par contre, si nous ne venons pas à une entente, le projet sera remis aux calendres grecques.

Dans le cas ou nous rééditerons l'essais, l'assemblée générale sera convoquée aux environs du mois d'avril, soit vers les 9-11 ième semaine du test.

Si vous avez des questions ou commentaires, n'hésitez pas a rencontrer un membre de l'exécutif.



François Renaud

Michel Parent

Stéphane Pimparé

Stéphane Cardinal